

Du 16 mars au 24 mars

16 mars :

- Rencontre avec une délégation du **WWF** concernant le **projet de directive REACH**. Ce projet prévoit une procédure d'identification et autorisation de 30 000 produits chimiques. La commission de l'industrie, dont je suis membre, a été l'objet d'un lobbying intense de la part des industries de la chimie qui redoutent les effets de la future réglementation sur leurs coûts et donc leur compétitivité. J'ai proposé aux personnes rencontrées de donner un accès à l'info à partir de mon site (à venir), de faire le lien avec les Verts français pour une prise de position du CNIR (mais je n'ai pas eu besoin d'intervenir : la commission santé avait déjà préparé une motion (voir rubrique REACH) pour le CNIR (Conseil National Inter-régional) d'avril, ainsi qu'avec les parlementaires. Contact a été pris.

- Rencontre avec Alexandra Spaletta, représentante de la **Coordination Europe Haïti**, organisation regroupant des ONG de droits de l'homme ou de développement soutenant Haïti dans huit pays européens pour préparer la rencontre du 18 au PE dont je dois être la modératrice.

17 mars : réunion de la commission de l'industrie.

18 mars :

- Matinée : débat autour de la **situation en Haïti** après le départ d'Aristide organisé sous le parrainage de Didier Rod et avec l'appui de la Coordination Europe-Haïti. Deux représentants de la société civile haïtienne, Madame Larrieux du Comité des femmes (organisation offrant des services concrets aux femmes dans 7 départements de la République) et Monsieur Fleuristin, animateur d'une association de micro-financement en zone rurale, nous dressent un tableau politique et social de la situation. Ils sont représentatifs des 85% de Haïtiens, femmes et ruraux. La qualité de leurs interventions est le signe des capacités de la société civile haïtienne à se relever, à la condition qu'un soutien international (d'abord, à court terme, sur la sécurité, puis dans la foulée concernant la remise en route d'institutions démocratiques et enfin à court, moyen et long terme un accompagnement au développement) ne fasse pas défaut, ce qui fut malheureusement le cas au cours des dernières années. Présents également le député Bas Belder (ELDR) qui semble résolu à suivre la question dans la durée et le directeur-adjoint de la direction du développement, qui pense que les institutions internationales ont compris la leçon et accompagneront durablement Haïti. C'est lui qui me conseillera d'envoyer la synthèse de la matinée au Commissaire en charge du développement.

- Après-midi : rencontre avec Bart Staes, député, groupe Vert, Paolo Bergamaschi, collaborateur du groupe sur les questions de politique internationale, Olivier Dupuis, député, Partito Radicale pour évoquer la journée du 30 mars (audition Tchétchénie à Bruxelles) et une action à plus long terme sur la **question tchéchène** (constitution d'un intergroupe PE-Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe).

23 mars : journée **Politique économique alternative** organisée par le groupe Vert avec l'appui de J. Denkinger, collaborateur du groupe, à la veille du sommet de printemps pour évoquer avec une large palette d'intervenants la possibilité d'une politique économique différente. Alain Lipietz (France), Pierre Jonckheer (Belgique) et Claude Turmes (Luxembourg) étaient parmi les invités. Particulièrement percutante fut l'intervention de Heiner Flassnek, Directeur de l'unité de macro-économie et politique de la CNUCED, qui remet en cause très fermement les politiques de compétitivité constamment poursuivies par l'UE. Or l'UE est compétitive. La vraie question est pour lui l'emploi. L'attitude incantatoire

de l'UE depuis le sommet de Lisbonne qui devait déboucher sur une stratégie pour devenir « l'économie la plus compétitive du monde » capable de maintenir un haut niveau de cohésion sociale a été épinglée. Quoi qu'il en soit, je suis restée sur ma faim : il ne suffit pas d'opposer un vieux keynésianisme au néo-libéralisme pour trouver la solution aux problèmes d'aujourd'hui. L'alternative demande qu'on aille plus loin !

24 mars : rencontre avec Pierre Jonckheer, député Ecolo, intéressé à être informé des projets concernant la Tchétchénie. Il serait un bon relais après juin, s'il est élu (il lui faut 8,5% des voix et les sondages sont à 8,5%...) ?. On croise les doigts !